

MÉDIAS ET R/GSS

À PROPOS DE CE DOCUMENT D'INFORMATION SUR LA RSS

Ce document d'information sur la RSS présente les rôles et responsabilités des médias d'information dans la bonne gouvernance et la surveillance du secteur de la sécurité (GSS). Une culture de participation et de transparence est essentielle au bon fonctionnement d'un secteur de sécurité démocratique, et les médias et le journalisme d'investigation peuvent y contribuer de manière décisive. En informant le public sur le travail du secteur de la sécurité, ils exercent également un rôle informel de surveillance de ce dernier. Toutefois, des informations partielles ou non vérifiées, ainsi que des reportages irresponsables, peuvent nuire à la GSS. Pour remplir leur rôle, les médias doivent rester libres de tout contrôle politique, économique ou autre ingérence conduisant à la censure.

CE DOCUMENT D'INFORMATION RÉPOND AUX QUESTIONS SUIVANTES :

Quel est le rôle des médias dans la société ?	2
Quelle est la relation entre les médias et le secteur de la sécurité ?	3
Comment les médias influencent-ils la manière dont le public perçoit la sécurité et la bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) ?	4
Comment les médias peuvent-ils contribuer à une bonne GSS ?	5
Comment la réforme du secteur de la sécurité (RSS) peut-elle renforcer le rôle des médias dans la bonne gouvernance du secteur de la sécurité ?	6

À PROPOS DE CETTE SÉRIE

Les documents d'information sur la RSS fournissent une introduction concise à certaines questions liées à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et à la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Cette série résume les débats actuels, définit les termes clés et révèle les tensions centrales dans ces domaines en s'appuyant sur un large éventail d'expériences internationales. Les documents d'information sur la RSS ne cherchent pas à promouvoir des modèles, politiques ou propositions spécifiques en matière de gouvernance ou de réforme, mais proposent une liste de références additionnelles offrant aux personnes intéressées la possibilité d'approfondir leurs connaissances sur chaque sujet. Ils constituent des ressources utiles pour les acteurs de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité qui cherchent à comprendre et à appréhender de façon critique les approches actuelles en la matière.

QUEL EST LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LA SOCIÉTÉ ?

DCAF, le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève se consacre à l'amélioration de la sécurité des États et de leurs citoyens dans un cadre de gouvernance démocratique, d'état de droit, de respect des droits de l'homme et d'égalité des genres. Depuis sa création en 2000, le DCAF contribue à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les États partenaires et les acteurs internationaux qui soutiennent ces États à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes inclusives et participatives. Il crée des produits de connaissances innovants, encourage les normes et les bonnes pratiques, fournit des conseils juridiques et politiques et soutient le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques du secteur de la sécurité.

Le DCAF tient à remercier

Sondra Cheong pour la recherche, la conceptualisation et la rédaction de ce document. Anne Bennett et Romain Kaser pour leurs commentaires et révisions. Gabriela Manea pour l'évaluation par les pairs, la révision et la coproduction. Aleksandra Vojvodic pour la traduction en français ; Ioan Nicolau pour l'édition en français et Petra Gurtner pour la mise en page et la conception.

Ce document d'information s'appuie sur les travaux de la **division Afrique subsaharienne** du DCAF sur les médias et le secteur de la sécurité.

Éditrice de la série

Gabriela Manea

© DCAF

Les documents d'information sont disponibles gratuitement à l'adresse www.dcaf.ch

Les utilisateurs peuvent copier et distribuer ce matériel à condition que le DCAF soit crédité. Non destiné à un usage commercial.

Publication à citer comme suit

DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève. Médias et R/GSS. Série de documents d'information sur la RSS. Genève: DCAF, 2025.

DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève
Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Geneva
Switzerland

✉ info@dcaf.ch

☎ +41 22 730 94 00



www.dcaf.ch

Les médias sont le principal moyen de communication de masse dans les sociétés. Les médias peuvent être indépendants ou non, officiels ou non, ou simplement composés de journalistes individuels. Les formes traditionnelles de médias comprennent les médias imprimés et audiovisuels, tels que les journaux, les magazines, la radio et la télévision, tandis que les « nouveaux médias » incluent les journaux en ligne, les blogs, le courrier électronique, les sites Web, les applications, les bannières publicitaires et les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux deviennent de plus en plus la principale source d'information des sociétés en raison de leur accessibilité, de leur nature interactive et de la distribution de leur contenu en temps réel.

Le rôle des médias est généralement d'informer, d'éduquer et de divertir leur public. Différents médias ont le potentiel d'influencer les gouvernements et l'opinion publique, et cela est largement déterminé par leurs relations avec l'État, ainsi que par leurs liens de propriété. Par exemple, des recherches ont montré que la montée de l'autoritarisme est toujours associée à une montée en influence sur le paysage médiatique, soit par le biais d'un contrôle politique direct sur les médias financés par l'État, soit indirectement en gagnant en influence sur les structures de propriété des médias. Idéalement, dans des contextes démocratiques consolidés, les médias financés par l'État doivent être libres de tout contrôle politique direct et dotés de mécanismes de surveillance solides. En même temps, il existe encore une marge considérable permettant d'influencer les médias privés, même dans les démocraties.

Dans les sphères politique et gouvernementale, les médias jouent le rôle de « sentinelle » de la démocratie, en obligeant le gouvernement à rendre des comptes au public. Les médias contribuent à la fois à la représentation et au développement de l'opinion politique et, à ce titre, peuvent jouer un rôle dans l'élaboration des priorités. Les hommes politiques utilisent également les médias pour présenter leurs positions et leurs décisions, faire le point sur l'opinion publique, interagir avec le public et le tenir informé des solutions proposées à diverses questions de gouvernance.

Idéalement, les médias offrent au public un espace pour exprimer ses opinions à travers des interviews, des articles d'opinion et des commentaires. Les citoyens comptent également sur les médias pour obtenir des informations leur permettant de prendre des décisions éclairées. Néanmoins, la mesure dans laquelle cela se produit doit être considérée comme un continuum dépendant du degré de liberté et de professionnalisme des médias dans un pays spécifique, ainsi que du degré d'éducation des citoyens en termes d'utilisation et de relations avec les médias. Même au sein des démocraties établies, il existe des différences concernant la liberté des médias et des journalistes. Cela s'applique également aux systèmes politiques autocratiques dans lesquels les médias ont tendance à être soumis à divers degrés de contrôle politique direct et/ou indirect et où la liberté d'expression est généralement restreinte. Toutes les opinions ne peuvent donc pas être représentées dans les médias.

FIGURE 1 FORMES DE MÉDIAS

PRESSE ÉCRITE	MÉDIAS AUDIOVISUELS	MÉDIAS INTERNET	MÉDIAS EXTÉRIEURS
<ul style="list-style-type: none"> • Journaux • Magazines • Courrier direct • Journaux • Brochures • Pamphlets, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Télévision • Radio • Cinéma • Téléphone, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Courriel • Médias sociaux • Wesbsites • Blogging et vlogging • E-commerce • Webcast et podcasts, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Panneaux d'affichage et enseignes extérieures • Publicité pour les stations de transport en commun • Bannières • Publicité murale, etc.

DÉFINITION DES CONCEPTS

Le **journalisme d'investigation** consiste à dévoiler des faits dissimulés soit délibérément par une personne en position de pouvoir, soit accidentellement derrière une masse chaotique de faits et de circonstances, et à analyser et exposer au public tous les faits pertinents. Il utilise une méthodologie qui consiste à s'appuyer sur des sources primaires, à formuler et à tester une hypothèse, et à vérifier rigoureusement les faits, dans le but de découvrir la vérité.

Les **médias imprimés** désignent toute forme de communication écrite ou picturale produite mécaniquement ou électroniquement par impression, photocopie ou méthodes numériques à partir desquelles des copies multiples peuvent être réalisées par des processus automatisés.

Les **médias de diffusion** décrivent une technique publicitaire qui utilise des médias tels que la radio et la télévision qui atteignent de larges audiences en utilisant les ondes comme moyen de transmission.

Les **médias Internet** sont des moyens de communication qui utilisent l'Internet.

Les **médias sociaux** désignent les outils Internet utilisés pour publier, partager et discuter des informations. Ils comprennent les blogs, les wikis et les sites de réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, Pinterest, Instagram et LinkedIn.

Les **médias extérieurs** (out-of-home media) sont tous les types de publicités qui atteignent directement les consommateurs lorsqu'ils ne sont pas chez eux.

QUELLE EST LA RELATION ENTRE LES MÉDIAS ET LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ?

Même si les deux types d'acteurs jouent un rôle important au service du public, la relation entre les médias et le secteur de la sécurité est caractérisée par une tension saine. Cela s'explique par les différences entre leurs fonctions respectives, leurs cultures organisationnelles et leurs valeurs sous-jacentes. En même temps, leur travail est lié et ils dépendent souvent les uns des autres pour remplir leurs différents mandats. Idéalement, les valeurs démocratiques et une culture du dialogue et de la transparence devraient imprégner leurs relations, mais une telle approche coopérative doit encore être réalisée, compte tenu des défis découlant du recul de la démocratie, de la montée du populisme autoritaire et des défis nouveaux et émergents en matière de sécurité, auxquels les médias et les acteurs du secteur de la sécurité doivent faire face dans le cadre de leurs différents rôles.

Les médias jouent également un rôle important en tant qu'acteurs de contrôle dans le cadre de la gouvernance du secteur de la sécurité. S'il est entendu que les fonctions de surveillance et de contrôle incombent aux institutions de l'État, les médias, en tant qu'acteurs non étatiques, jouent un rôle primordial en examinant le travail du secteur de la sécurité et en veillant à ce qu'il soit tenu de respecter l'État de droit. Les médias peuvent éduquer le public sur les acteurs de la sécurité et les questions de sécurité qui sont vitales pour l'intérêt public, à condition qu'ils adoptent une approche fondée sur des preuves, bien documentée, inclusive et impartiale. Ce rôle des médias est crucial pour aider les citoyens à prendre des décisions en connaissance de cause et à être conscients de tous les intérêts et parties prenantes en jeu, de leur impact sur les individus et les communautés, ainsi que des solutions et des choix possibles, et de leurs implications. Par ailleurs, les médias remplissent une fonction de surveillance en enquêtant et en mettant en lumière les

FIGURE 2 DIFFÉRENCES ENTRE LES RÔLES DES MÉDIAS ET DES PRESTATAIRES DE SERVICES DE SÉCURITÉ

MÉDIAS	PRESTATAIRES DE SERVICES DE SÉCURITÉ
<ul style="list-style-type: none"> • Ils cherchent à diffuser des informations de manière transparente et fiable, à condition qu'elles soient libres et indépendantes. • Ils s'autorégulent, remettent en question l'autorité et exigent ouverture, liberté et responsabilité. • Ils recherchent la liberté et le plein accès à l'information, en rejetant la censure. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ils visent à protéger la sécurité nationale ; l'une des stratégies étant de ne pas divulguer l'information. • Ils soulignent la discipline, le secret, la sécurité, le patriotisme, l'usage de la force, l'obéissance à l'autorité et la discrétion, et ont tendance à être conservateurs et homogènes. • Ils cherchent à contrôler le récit, souvent dans l'intérêt de la sécurité nationale.

violations des droits de l'homme et la mauvaise gestion des institutions officielles du secteur de la sécurité. Cela se fait souvent par le biais du journalisme d'investigation, qui est un outil de gouvernance important pour dénoncer la corruption et les mauvaises pratiques qui sapent la transparence, la responsabilité et les mécanismes de gestion.

Certaines caractéristiques critiques conduisant à des tensions dans les relations entre les médias et le secteur de la sécurité sont les suivantes :

- le blocage ou la restriction de l'accès à des informations considérées comme sensibles ;
- manque de confiance entre les institutions de sécurité et les médias ;
- connaissance insuffisante des lois applicables aux médias et de la législation relative à la sécurité, y compris en ce qui concerne l'impact des reportages des médias sur la sécurité nationale ;
- réticence du secteur de la sécurité à partager des informations, ce qui peut amener les médias à se fier excessivement aux déclarations officielles et à laisser peu de place à la critique, au scepticisme ou à l'investigation.

Les relations entre les médias et le secteur de la sécurité présentent quelques caractéristiques positives (coopératives) :

- **Échange d'informations** : Les médias reçoivent de la part des acteurs du secteur de la sécurité des informations qui ne sont pas facilement accessibles au public en raison de leur nature secrète et sensible, tandis que les acteurs du secteur de la sécurité interagissent avec les médias pour des raisons de gestion de leur réputation et de maintien du soutien du public.
- **Sensibilisation** : Les médias proposent des définitions de situations, de concepts, de termes juridiques et de politiques liés au secteur de la sécurité dans un langage simplifié accessible à un large public.
- **Renforcement de la confiance** : Le rôle des médias dans l'information et l'éducation du public est essentiel pour développer et maintenir la légitimité des décisions des acteurs de la sécurité et pour renforcer le soutien du public aux politiques de sécurité, telles que la politique de défense.
- **Prévention des conflits et consolidation de la paix** : Grâce au journalisme de paix, les médias servent d'intermédiaire pour la promotion de la paix en facilitant le dialogue et la communication sur diverses plateformes.
- **Promouvoir une culture de la sécurité** : Les médias contribuent à créer une culture de la sécurité dans la société et à façonner les perceptions et les attitudes des citoyens à l'égard des acteurs du secteur de la sécurité. Ils peuvent éventuellement aider les acteurs du secteur de la sécurité à éduquer le public sur leurs rôles, par exemple en matière de sécurité et de prévention de la criminalité ou de défense de la sécurité nationale.

Une relation constructive de respect mutuel entre les médias et les acteurs du secteur de la sécurité nécessite une compréhension de leurs rôles et responsabilités distincts, mais aussi l'acceptation de points de vue critiques en tant que composante essentielle de débats publics éclairés, qui peuvent en fin de compte soutenir la fourniture de la sécurité.

COMMENT LES MÉDIAS INFLUENT-ILS LA PERCEPTION QU'A LE PUBLIC DE LA SÉCURITÉ ET DE LA BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (GSS) ?

Les médias exercent une grande influence et façonnent les perceptions et les opinions du public sur presque tous les sujets. Cela confère aux médias une grande responsabilité quant à la manière dont ils présentent les informations qu'ils fournissent. Dans l'absence de contrôle, cela peut mettre en péril la bonne gouvernance du secteur de la sécurité. La manière dont le contenu et l'information sont gérés et diffusés par les médias est souvent déterminée par la demande des consommateurs, mais peut également être influencée par la propriété, les idéologies politiques et les points de vue culturels et sociaux.

Dans des situations de conflit armé, les médias peuvent être un multiplicateur de force et devenir des armes tout autant qu'ils peuvent contribuer à la paix. Une couverture médiatique irresponsable peut engendrer et perpétuer l'extrémisme, la xénophobie et les conflits violents. Les médias peuvent également créer et faciliter des arguments ou provoquer une distorsion délibérée des récits susceptibles de nuire à la sécurité nationale et à la réalisation d'une bonne GSS.

Les médias peuvent avoir un impact négatif lorsqu'ils :

- abusent de l'information ou désinforment délibérément leur public ;
- adressent des questions de sécurité de manière superficielle ;
- mélangent l'information et le divertissement, créant ainsi un « infodivertissement » peu approfondi, axé sur le drame, la simplicité et l'immédiateté ;
- publient et diffusent les déclarations officielles du gouvernement sans les remettre en question ou les critiquer ;
- ignorent les voix dissidentes ou donnent une image erronée de la diversité de la société ;
- privilégient le sensationnel au détriment du journalisme d'investigation ;
- adoptent une approche partielle à l'égard de certains groupes sociaux ou politiques, renforçant ainsi le consensus de l'élite.

COMMENT LES MÉDIAS PEUVENT-ILS CONTRIBUER À UNE BONNE GSS ?

Des médias indépendants et précis facilitent la gouvernance démocratique en garantissant que le secteur de la sécurité fonctionne dans les limites démocratiques de son autorité. L'adoption par les médias des principes suivants contribue à une bonne GSS.

- **Transparence** : Les médias évaluent si le gouvernement et le secteur de la sécurité respectent leurs obligations en matière de transparence, et informent le public sur la question. Grâce aux médias, le public est informé des audiences parlementaires et judiciaires, des décisions de l'exécutif en matière de sécurité et des opérations des forces de sécurité. Les comptes-rendus du secteur de la sécurité sur le respect de la liberté d'expression et de l'accès à l'information, ainsi que sur la nature des restrictions imposées aux activités journalistiques, étayent les demandes légitimes de transparence démocratique dans le secteur de la sécurité.
- **Responsabilité** : Les médias jouent un rôle déterminant en demandant aux prestataires de services de sécurité de rendre compte de leurs performances par rapport à l'usage qu'ils font du pouvoir et des ressources qui leur sont confiées. Les médias examinent également l'efficacité du système plus large de surveillance et de contrôle démocratique du secteur de la sécurité.
- **Participation** : Sur la base de l'évaluation des risques sécuritaires, des mauvaises conduites et des inefficacités dans le secteur de la sécurité effectuée par les médias, les citoyens peuvent prendre des décisions éclairées sur le plan de leur engagement électoral et civil, ainsi que demander aux acteurs de la sécurité de rendre compte de leurs actions. Les médias offrent également à la société civile une plateforme pour exprimer et débattre des points de vue et des expériences liés à la sécurité, leur permettant ainsi d'exercer leur fonction de contrôle.
- **Réactivité** : La société civile utilise les médias afin de sensibiliser le public aux déficiences et aux inégalités en matière de sécurité, augmentant ainsi la pression publique sur le secteur de la sécurité pour qu'il réponde rapidement à ces défis. Les médias facilitent également le dialogue entre les forces de l'ordre et les communautés sur la qualité des services de sécurité.
- **Efficacité et efficience** : Les médias peuvent vérifier si les autorités civiles affectent les ressources nécessaires au bon fonctionnement du secteur de la sécurité et si ces ressources sont gérées efficacement. Les rapports d'enquête sont donc un moyen essentiel de détecter la corruption et peuvent inciter les services répressifs à enquêter sur de tels cas.

BOÎTE À OUTILS DU DCAF POUR LES RAPPORTS SUR LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ - MÉDIAS, JOURNALISME ET RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

La **boîte à outils** a été conçue pour répondre aux besoins des professionnels des médias qui couvrent le secteur de la sécurité, en particulier dans les contextes de conflit et de transition. La boîte à outils comprend également des fiches de conseils pour l'établissement de rapports sur :

- Des questions de sécurité (extrémisme violent, crime organisé et trafic de drogue, corruption et mauvaise gestion financière, genre et diversité, stabilisation et réforme du secteur de la sécurité (RSS), entreprises, sécurité et droits de l'homme).
 - Les prestataires de services de sécurité (forces armées, gardes-frontières, agences de renseignement, services pénitentiaires, sociétés de sécurité privées).
 - La gestion et le contrôle de la sécurité (autorités exécutives, parlement, systèmes judiciaires, autorités de contrôle indépendantes, société civile, acteurs non étatiques de la sécurité et de la justice).
-
- **Droits de l'homme** : Les médias veillent à ce que les citoyens aient accès à l'information conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies et contribuent à sensibiliser au rôle du secteur de la sécurité dans la protection des droits de l'homme, ce qui est fondamental pour la sécurité publique et la défense nationale.
 - **L'état de droit** : Les médias ont un rôle à jouer dans la dénonciation des abus de pouvoir, de la corruption et des violations de l'état de droit par le secteur de la sécurité. L'exposition de ces échecs au public a souvent été un élément déclencheur des réformes ou du renforcement des lois et des codes de conduite pour les acteurs du secteur de la sécurité. En outre, les médias peuvent exiger une plus grande protection des journalistes, afin de préserver la confidentialité, la liberté de la presse et l'indépendance éditoriale.
 - **L'égalité entre les hommes et les femmes** : Les médias peuvent examiner les lois relatives à la promotion de l'égalité des sexes, ainsi que leur application et leur respect par le secteur de la sécurité. Elles peuvent également contribuer à des changements structurels et sociaux en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur de la sécurité en sensibilisant et en éduquant l'opinion publique.

COMMENT LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (RSS) PEUT-ELLE RENFORCER LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LA BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ?

Une bonne GSS est plus probable lorsque les médias sont libres, capables et structurellement habilités à agir en tant qu'acteurs de la surveillance de la sécurité. Si le gouvernement censure, persécute, et impose la partialité aux médias, limitant ainsi leur capacité à critiquer les représentants de l'État, les médias ne peuvent pas remplir leurs fonctions de manière efficace. En l'absence de cadres juridiques solides, les droits à la liberté des médias et à la liberté d'expression

et d'information sont menacés. Cela peut se manifester par des dispositions telles que la diffamation criminelle, les règlements concernant les secrets officiels et leur divulgation, les dispositions qui autorisent la déclaration de l'état d'urgence et les dispositions qui érigent en infraction le fait de mettre en danger ou de menacer la sécurité nationale.

Les médias courent également le risque de se fier uniquement aux sources d'information officielles du secteur de la sécurité et du gouvernement. Cela peut entraîner des préjugés, car cela limite la critique et la diversité des opinions, ainsi que la volonté de faire du journalisme d'investigation. La partialité est renforcée si les médias dépendent de liens politiques et

FIGURE 3 RECOMMANDATIONS DE RSS POUR RENFORCER LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LA BONNE GSS

PRINCIPES D'UNE BONNE GSS	RECOMMANDATIONS
Transparence	<ul style="list-style-type: none"> Les médias doivent se conduire de manière impartiale et professionnelle, en faisant preuve de conscience de soi, d'autocritique et de responsabilité. Les citoyens doivent avoir accès à des informations sur les propriétaires des médias et sur ceux qui ont la capacité d'influencer la production éditoriale.
Responsabilité	<ul style="list-style-type: none"> Les médias doivent être tenus de respecter les principes d'indépendance, de scepticisme, d'inclusion, de vérité, d'exactitude, d'équilibre et de protection des sources. Les codes d'éthique et les principes directeurs pour la conduite des médias doivent être renforcés, de même que le rôle des organes de surveillance. Les institutions de médiation responsables des médias doivent être fonctionnelles afin de pouvoir superviser, de manière transparente, les questions relatives aux médias soulevées par le public.
Participation	<ul style="list-style-type: none"> L'information doit être un bien public et, à ce titre, les médias doivent être habilités à faciliter l'échange d'informations entre le secteur de la sécurité et les citoyens. Cela permet aux citoyens d'être bien informés et de participer à la démocratie. Les médias et le secteur de la sécurité doivent collaborer davantage, en s'appuyant sur leurs valeurs communes, afin de renforcer la confiance et instaurer une relation constructive et respectueuse.
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> Les lois et réglementations doivent conférer aux médias la liberté de publier et le droit d'accéder à l'information, l'immunité de témoigner dans certaines circonstances et le droit de ne pas divulguer les sources. Les médias doivent être libres et indépendants, ainsi qu'être protégés de l'exercice arbitraire du pouvoir gouvernemental, du harcèlement et de la censure, ainsi que des pressions et influences politiques, économiques, commerciales et idéologiques.
Réactivité	<ul style="list-style-type: none"> Les médias doivent jouer leur rôle et remplir leurs obligations dans l'intérêt du public. La réglementation doit garantir le pluralisme des médias afin de favoriser la liberté d'information et l'inclusion et de renforcer la démocratie. Le pluralisme des médias offre un choix au public par le biais d'une variété de plateformes, ce qui est essentiel pour la délibération et la participation.
Efficacité et efficience	<ul style="list-style-type: none"> Les médias doivent fonctionner selon des normes élevées de professionnalisme, d'éthique, de responsabilité, de légalité et de crédibilité. L'économie doit être en mesure de fournir un environnement dans lequel les médias peuvent accéder à plus d'une source de revenus pour être financièrement viables et durables. Cela permettrait aux médias de rester en activité sans chercher à faire du profit. Si des subventions étatiques et non étatiques sont accordées, elles doivent l'être de manière équitable et transparente afin d'éviter toute concurrence inutile. Les médias doivent être dotés des outils et des compétences nécessaires à la réflexion critique, à la vérification des faits et à la sensibilisation culturelle, ce qui leur permettra de rendre compte efficacement des activités liées au secteur de la sécurité. <p>→ Pour plus d'informations, voir Boîte à outils du DCAF pour les rapports sur le secteur de la sécurité – Médias, journalisme et réforme du secteur de la sécurité</p>
Droits de l'homme et égalité des genres	<ul style="list-style-type: none"> Les médias doivent opérer dans un environnement qui respecte les droits de l'homme et l'égalité des genres.

économiques avec l'État et s'ils sont financés par l'État. À cet égard, la crédibilité des professionnels des médias et des journalistes est remise en question et peut conduire les citoyens à rechercher des informations auprès d'autres sources susceptibles de pratiquer la désinformation et la diffusion de « intox ». Par ailleurs, la propagation de la désinformation, des fausses informations et de « intox » ainsi que la croissance exponentielle de l'intelligence artificielle (IA) posent aux médias le problème du maintien de leur efficacité, de leur efficacité et de leur crédibilité.

Dans ce contexte, la réforme du secteur de la sécurité offre la possibilité de renforcer le rôle des médias en garantissant le maintien de leur crédibilité en tant qu'acteurs importants du contrôle. À cette fin, les recommandations suivantes sont formulées.

QUE LIRE ENSUITE ?

Sur les médias dans la gouvernance du secteur de la sécurité :

- Fairlie Chappuis
Boîte à outils pour l'établissement des rapports sur le secteur de la sécurité - Médias, journalisme et réforme du secteur de la sécurité
Genève : DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, 2021.
- John McAndrew et al.
Le rôle des médias dans la gouvernance du secteur de la sécurité : Une boîte à outils pour les formateurs
Genève : DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, 2012.
- Marina Caparini (éd.)
Media in Security Governance. The Role of the News Media in Security
Genève : DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, 2004.

Sur les conditions pour des médias libres et indépendants :

- Monroe E. Price et Peter Krug
The Enabling Environment for Free and Independent Media
dans Media Matters: Perspectives on Advancing Governance and Development from the Global Forum for Media Development, édité par M. Harvey, 95-102.
Paris : Internews Europe, 2006.
- Gerhard Schnyder et al.
Theorizing and mapping media ownership networks in authoritarian-populist contexts: a comparative analysis of Austria, Hungary, Slovenia, and Turkey
Media, Culture & Society, Vol. 46 (1), 2024: 38–59.

Sur le rôle des médias dans le contrôle des services de renseignement :

- Claudia Hillebrand
The Role of News Media in Intelligence Oversight
Intelligence and National Security, 27(5), 2012: 689-706. Londres : Routledge.

Études de cas sur le rôle du contrôle public de la sécurité :

- Chandra D. Bhatta
Security Sector Reform and the Role of Oversight Agencies: Parliament, Civil Society and Media
dans Changing Security Dynamics in Nepal, édité par Rajan Bhattarai et Rosy Cave, 161-188.
Institut népalais d'études politiques, 2009.
- Denise Garcia
Not yet a democracy: Establishing civilian authority over the security sector in Brazil – lessons for other countries in transition.
Third World Quarterly, 35(3), 2014: 487–504.

Sur les contributions de la société civile :

- Karen Barnes et Peter Albrecht
Contrôle du secteur de la sécurité par la société civile et égalité des sexes
Outil 9 dans Gender and SSR Toolkit, édité par Megan Bastick et Kristin Valasek.
DCAF, OSCE/ODIHR, UN-INSTRAW, 2008.
- Valérie Sagant et Laura Capobianco (eds)
The Media, Crime Prevention and Urban Safety: A Brief Discussion on Media Influence and Areas for Further Exploration
(Les médias, la prévention de la criminalité et la sécurité urbaine : Brève discussion sur l'influence des médias et les domaines à approfondir)
Centre international pour la prévention de la criminalité, 2008.
- John Klumpers et Laura Schneider
The long term: sustainable media, viable media (Le long terme : des médias durables, des médias viables)
DWE Akademie, 28 août 2015.

AUTRES RESSOURCES DU DCAF SUR LA RSS

Les publications du DCAF comprennent une large gamme de manuels et outils spécifiques permettant de guider les praticiens oeuvrant dans le domaine de la RSS et de la bonne GSS, téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante : www.dcaf.ch



**DCAF - Geneva Centre for
Security Sector Governance**

Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
1202 Geneva
Switzerland

 **+41 22 730 94 00**

 **info@dcaf.ch**

 **@DCAF_Geneva**

www.dcaf.ch